

# INSTITUT DE RECHERCHE EN DROITS HUMAINS (IRDH)

1044, avenue Kambove, Lubumbashi – Email : info@tcct.co.za –Téléphone 00243 85 110 34 09 – 00243 85 819 59 96  
www.irdh.co.za ; info@irdh.co.za; @irdh\_officiel; @tshiswaka5

*Bulletin électronique numéro 055 du 04 avril 2017 / Information et éducation aux droits humains*

*Editeur responsable : Maître Tshiswaka Masoka Hubert*

## KABILA DEVRAIT ECOUTER LE PEUPLE ET LE CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

### 1. INTRODUCTION

Le Président de la République, Son Excellence Kabila Kabange Joseph consulte « des forces politiques et sociales, en vue de baliser la voie à la mise en œuvre de l'Accord Politique Global et Inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa, du 31 décembre 2016 » (@Presidence\_RDC). Les chercheurs du Projet d'Application des Droits Civils et Politiques (PAD-CIPO) de l'IRDH saluent l'initiative, car elle répond à la recommandation de la Résolution S/2017/268 du Conseil de Sécurité de l'ONU, du 31 mars 2017, portant sur le « Processus politique et électoral ». Cependant, les chercheurs estiment que face à une évidente rupture de paix, de sécurité et de stabilité du pays, il ne sert à rien de prétendre consulter ses applaudisseurs que d'affronter le problème en face, avec un sens élevé de responsabilité et de bravoure.

En effet, la Résolution S/2017/268 sus ventée stipule que

*« [le Conseil de Sécurité] demande à toutes les parties prenantes en République démocratique du Congo, y compris au Président Kabila, à la majorité présidentielle et à l'opposition de mettre en œuvre, sans délai l'Accord du 31 décembre 2016, en toute bonne foi et dans son intégralité, et à redoubler d'efforts en vue de parvenir, rapidement, à la conclusion des pourparlers en cours sur les 'arrangements particuliers', afin de nommer, sans tarder, un Premier Ministre présenté par le Rassemblement, conformément à l'Accord conclu, de mettre en place le Conseil National de Suivi de l'Accord et d'appliquer pleinement les mesures de confiance, afin de commencer sans plus tarder la préparation des élections présidentielle et législatives qui devraient avoir lieu avant la fin de 2017».*

## **2. DECRYPTAGE DE LA PROTESTATION POPULAIRE**

Les chercheurs de l'IRDH invitent le Chef de l'Etat à mieux décrypter la protestation organisée par les autres forces politiques et sociales, le 03 avril et celle prévue pour le 05 avril courant, comme une manifestation d'une profonde frustration réelle, couvant depuis longtemps, dans le chef de la majorité de la population congolaise.

Il est du devoir du Président de la République de considérer la crise sécuritaire et sociale qui rongent le pays dont le paroxysme s'exprime, au Kasai, par le mécontentement populaire, la barbarie sans précédent des milices et des massives violations des droits humains. D'ailleurs, des militaires sont poursuivis pour avoir massacré la population civile, pendant que des milices et autres groupes armés sont accusés de s'en prendre autant à la population civile qu'aux militaires et policiers.

Le drame est plus révoltant et charge la conscience de la décapitation d'une quarantaine de policiers (selon le porte-parole du Gouvernement), et de la découverte macabre des corps des deux experts de la MONUSCO et leurs quatre accompagnateurs, ainsi que de plus de vingt-trois fosses communes rapporté par le Bureau Conjoint de l'ONU aux Droits de l'Homme.

## **3. RECOMMANDATION AU CHEF DE L'ETAT**

La solution durable à un tel chaos veut que le Chef de l'Etat écoute le peuple et applique la Résolution S/2017/268 du Conseil de Sécurité qui recommande à la MONUSCO de d'assister le pays avec :

*« l'appui technique et politique à la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016, notamment au CNSA, au Gouvernement d'unité nationale, à la Conférence épiscopale nationale du Congo, qui assure la médiation, et à d'autres institutions compétentes, en coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections avant la fin de l'année 2017 ».*

#### 4. RECOMMANDATION A L'ONU, U.A. ET SADEC

A cette fin, l'IRDH réitère sa recommandation au Conseil de Sécurité de l'ONU, l'Union Africaine et la SADEC de rendre effective le renforcement politique de la médiation de la CENCO avec une personnalité de grande gabarie internationale, à l'instar de l'ancien Président de l'Afrique du Sud, le Président Thabo Mbeki.

A la différence d'Edem Kodjo, le Président Mbeki devra venir en appui politique à un travail remarquable déjà abattu par la CENCO. Mbeki connaît mieux la scène politique et les acteurs congolais pour avoir facilité les négociations ayant conduit aux Accords mémorables de Sun-City, en 2002. Mbeki est un africaniste très respecté dont la nation est la grande puissance économique et politique de la sous-région. Il dirige l'une des plus prestigieuses universités africaines (University of South Africa [UNISA]). Il est le fondateur et mentor des deux grands *Think Tanks* (Thabo Mbeki Foundation (TMF) et le *Thabo Mbeki African Leadership Institute* (TMALI)).